La justice française ordonne la remise d'un Rwandais à la CPI

rib News, 03/11/2010 – Source Reuters La Cour d'appel de Paris a ordonné mercredi la remise à la Cour pénale internationale (CPI) du chef présumé d'un groupe rebelle rwandais accusé de viols collectifs en République démocratique du Congo (RDC). Arrêté le 11 octobre à Paris à la demande de cette Cour, Callixte Mbarushimana, 47 ans, dirigeant des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), est accusé d'être impliqué avec son groupe en 2009 dans plus de 300 viols dans la province du Nord-Kivu, dans l'Est de la RDC. Il peut se pourvoir en cassation contre la décision de la cour d'appel. Actuellement écroué à Paris, il doit répondre de 11 chefs d'inculpation de crimes contre l'humanité et crimes de guerre, y compris de meurtre, viols, persécutions fondées sur le sexe et destruction de propriété. Selon l'accusation, ces faits auraient pour la plupart été commis au cours de l'année 2009 par le FDLR, organisation dont il est secrétaire général depuis juillet 2007. Il nie les faits. Il fait aussi l'objet d'une information judiciaire en France pour "génocide et crimes contre l'humanité" visant cette fois son implication présumée dans le génocide rwandais, qui a fait 800.000 morts en 1994.